



**SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI  
QUE DIEU L'ASSISTE**



# **Texte intégral du Message Royal adressé aux participants à la 4ème édition du Forum pour l'investissement en Afrique**

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a adressé, mercredi, un Message aux participants à la 4ème édition du Forum pour l'investissement en Afrique, qui se tient, du 08 au 10 novembre à Marrakech, sous le thème "Libérer les chaînes de valeur de l'Afrique".

Voici le texte intégral du Message Royal, dont lecture a été donnée par M. Omar Kabbaj, Conseiller de Sa Majesté le Roi:

"Louange à Dieu, Prière et Salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Il Nous plait de vous adresser ce message à l'occasion de l'ouverture de la 4ème édition du Forum pour l'Investissement en Afrique qui se tient pour la première fois au Maroc. En accordant Notre Haut Patronage à cet évènement continental, Nous avons voulu marquer notre appui à cet espace d'échange et de rencontre qui vise à partager les expériences et le savoir-faire africains pour renforcer la dynamique des investissements sur notre continent.

Nous vous souhaitons, à cette occasion, la bienvenue au Royaume du Maroc, dans la ville ocre de Marrakech qui symbolise, de par son héritage historique et culturel, les valeurs de communion et de solidarité que Nous avons toujours portées à travers Notre vision pour une coopération africaine agissante et solidaire dans tous les domaines.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cette 4ème édition du Forum pour l'Investissement en Afrique intervient dans un contexte où Notre continent fait face à des défis économiques complexes, exacerbés par des tensions géopolitiques qui dépassent nos frontières.

A cela s'ajoutent les défis du changement climatique qui, paradoxalement, affecte négativement le développement du continent alors que celui-ci ne contribue qu'à hauteur de 4% dans les émissions des gaz à effet de serre à l'échelle planétaire.

Par ailleurs, le recours à la dette comme source principale de financement des politiques nationales visant à contenir les effets des chocs exogènes, conjugué à la hausse des taux d'intérêt et à une spirale inflationniste persistante, fragilisent les marges de manœuvre des pays africains et réduisent considérablement leur capacité à concilier les besoins de développement économique et social et les impératifs des équilibres budgétaires et extérieurs.

Face à cette conjoncture inédite et à l'ampleur des besoins de financement du développement en Afrique, le rôle du secteur privé devient de plus en plus important dans l'atteinte des objectifs de développement des pays africains. En effet, l'action publique n'est pas, à elle seule, en mesure d'assurer la totalité des investissements nécessaires, y compris dans les secteurs porteurs à fort potentiel et à haute intensité d'emploi.

L'Afrique, qui regorge d'opportunités d'investissement pour les opérateurs privés a, plus que jamais, besoin d'initiatives audacieuses et innovantes pour encourager l'initiative privée et libérer tout le potentiel du continent.

C'est ainsi que des initiatives comme le Forum pour l'Investissement en Afrique, porté par la Banque africaine de développement, constituent une plateforme bienvenue pour canaliser les investissements privés vers les secteurs économiques les plus prometteurs et renforcer, ainsi, davantage l'intégration des économies africaines dans les chaînes de valeur mondiales.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le contexte international actuel, avec ses impacts réels et potentiels sur notre continent, nous incite tous à redoubler d'efforts pour rehausser nos capacités productives nationales afin de construire des chaînes de valeur continentales plus solides et résilientes.

Nous saluons, à cet égard, les organisateurs pour le choix du thème de cette 4<sup>ème</sup> édition de ce Forum, à savoir «Libérer les chaînes de valeur de l'Afrique». En effet, comme l'a démontré l'expérience de certains pays, notamment en Asie de l'Est, le développement de chaînes de valeur régionales intégrées, permet d'intensifier l'investissement productif dans ces régions et d'accroître la compétitivité des entreprises grâce à une meilleure allocation des ressources.

Le retour sur expérience de la promotion des chaînes de valeur régionales comme moyen pour atteindre le développement économique et social, démontre que la création d'un système régional de partage de la production a un effet catalyseur sur la croissance et la transformation rapide des économies en développement.

A cet effet, nos pays africains sont appelés à adopter une approche intégrée du développement dans notre espace continental qui permettra la mise en place progressive d'un système de production commun basé sur le partage des plateformes.

Nous nous félicitons, à cet égard, du travail accompli par nos instances panafricaines pour la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) qui s'inscrit parfaitement dans Notre vision pour une Afrique intégrée et prospère. La concrétisation de ce rêve africain permettra d'asseoir les bases pour la création de chaînes de valeur régionales devenues une nécessité pour accroître la résilience du continent face aux chocs exogènes et valoriser son potentiel de production et de prospérité.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nul doute que la mise en place de réseaux intégrés d'infrastructures est une condition nécessaire pour impulser la création de chaînes de valeur régionales. Cependant, force est de constater que le déficit en infrastructures dans notre continent est l'un des principaux facteurs qui empêchent l'Afrique de réaliser son plein potentiel de croissance économique et d'atteindre ses objectifs de développement.

Le gap d'infrastructures des pays africains est particulièrement frappant lorsqu'on confronte les indicateurs de développement des infrastructures en Afrique à ceux des autres régions du Monde.

Le secteur de l'énergie, notamment, est l'un des exemples les plus illustratifs du retard accusé par l'Afrique en matière de développement des infrastructures. En effet, bien que le potentiel énergétique du continent, aussi bien en termes d'énergies fossiles que d'énergies renouvelables, soit considérable, le taux d'accès à l'électricité demeure largement faible par rapport aux autres régions du monde en développement.

Il est essentiel de reconnaître l'ampleur de ce problème et de s'engager à le résoudre de manière décisive, car des infrastructures de qualité ne conduisent pas seulement à la croissance économique mais aussi au développement humain, en favorisant l'accès aux services de santé et d'éducation et en stimulant la productivité des PME.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Fidèle à son engagement en faveur de l'intégration régionale en Afrique, le Maroc a toujours agi, de concert avec ses partenaires africains, pour mettre en place des projets transformateurs capables d'améliorer considérablement la qualité de vie de millions de personnes en Afrique.

Nous rappelons, à ce propos, que le Maroc n'a cessé de plaider en faveur du renforcement des moyens de coordination et de coopération entre les pays africains dans différents domaines dans la perspective de réaliser une intégration économique régionale.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet de Gazoduc Maroc-Nigeria, qui est un exemple emblématique de Notre volonté de bâtir le socle d'une véritable coopération régionale. Il permettra à l'ensemble des pays qui jalonnent ce Gazoduc d'assurer un approvisionnement fiable en énergie et une résilience accrue contre les chocs exogènes des prix des produits énergétiques.

Nous nous félicitons, à cet égard, de l'intérêt exprimé par les partenaires bilatéraux et multilatéraux pour ce projet, et plus particulièrement, les institutions financières régionales et internationales, d'apporter leur concours effectif à la mise en œuvre de ce projet stratégique.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Au cours des deux dernières décennies, le Maroc a fait du développement de ses infrastructures dans tous les secteurs de l'économie marocaine une priorité de sa stratégie de développement. Ce qui lui a permis de disposer d'un modèle à travers sa dynamique d'investissement dans les infrastructures.

Ainsi, en matière d'infrastructures énergétiques, le Royaume dispose aujourd'hui de 4,1 GW de puissance renouvelable installée et poursuit le déploiement de sa stratégie visant à porter la part des énergies renouvelables à plus de 52% du mix électrique national à l'horizon 2030.

Le réseau des autoroutes a atteint actuellement 2.000 km, permettant ainsi de relier toutes les villes de plus de 400.000 habitants. Ce réseau devrait atteindre 3.000 km à l'horizon 2030.

La ligne ferroviaire à Grande Vitesse a fait du Maroc le premier pays d'Afrique à lancer un train à 320 km/h.

Le complexe portuaire Tanger Med a permis au Royaume d'intégrer depuis plusieurs années le top 20 mondial de la connectivité logistique en formant la première zone franche industrielle en Afrique.

Bien d'autres exemples sont susceptibles d'illustrer la politique volontariste déployée par le Maroc en matière de développement de projets infrastructurels de grande envergure qui servent d'appui aux différentes stratégies sectorielles lancées par le Royaume.

Les avancées majeures du Maroc en matière de développement des

infrastructures vont de pair avec le train de réformes structurelles mises en œuvre, ces deux dernières décennies, visant à réduire les risques de vulnérabilité budgétaire et extérieure et à ancrer l'économie marocaine durablement sur le sentier d'une croissance forte et inclusive.

Cette dynamique des investissements devrait se renforcer davantage à travers la nouvelle Charte d'investissement qui oriente les investissements vers les priorités stratégiques du pays tout en proposant un cadre incitatif attrayant. Notre objectif ultime est de porter l'investissement privé à deux tiers de l'investissement total du pays à l'horizon 2035.

A cet égard, Nous ne saurons trop insister sur le rôle primordial que le secteur privé est appelé à assumer pour contribuer efficacement au dynamisme de relance économique que connaît le Royaume.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le retard de l'Afrique, dont on parle tant, en matière de développement des infrastructures nous interpelle tous et doit vite être rattrapé en vue de promouvoir des chaînes de valeur régionales à même d'accélérer la transformation productive des pays africains.

Le Forum pour l'investissement en Afrique constitue, à cet égard, une réponse africaine pour adresser la problématique du financement des investissements en mettant en relation les investisseurs, notamment du secteur privé, et les porteurs de projets qui peuvent compter sur l'appui technique des partenaires au développement.

Nous sommes convaincu que l'édition de cette année du Forum sera plus enrichissante et qu'elle donnera un signal fort aux investisseurs quant à l'engagement des pays africains en faveur du développement



des investissements transformateurs, au service des aspirations de notre continent, de nos populations et de notre jeunesse.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh".

(MAP 08.11.2023)